***Europe:***

***capitalisons l’expérience commune***

***pour un développement durable ambitieux***

**LE CLUB DE ROME ET SA MISSION :**

**UN AUTRE DÉVELOPPEMENT POUR UNE EUROPE « DURABLE »**

**Mark Dubrulle**

President emeritus The Club of Rome EU-Chapter

Ex officio Member of The Club of Rome

Mon introduction se veut une toile de fond pour le discours du Président Herman Van Rompuy. Elle est axée sur trois sujets qui me paraissent essentiels pour susciter une réflexion et un dialogue avec vous, dont la présence ici nous réjouit particulièrement.

Le Grand-Duché du Luxembourg est un petit pays, mais une grande nation européenne.

Les trois sujets que je vous propose d’aborder sont :

1. Qu’est-ce que le Club de Rome et sa mission ?
2. Qu’est-ce que le développement durable ? Quels sont les enjeux et les défis ?
3. Qu’est-ce que l’Europe ? Et qu’est-ce qu’elle a à voir dans tout ça ?

\*\*\*

**Qu’est-ce que le Club de Rome et sa mission ?**

Je commencerai par une observation partielle sur la deuxième question. Le terme « développement *durable* » m’irrite, car c’est un oxymore, c.à.d. une expression qui est contradictoire dans les termes. En effet, pour qu’il ait développement il faut qu’il y ait durée, mais toute durée a un terme par définition. Quand un organisme a atteint sa maturité complète il dégénère. Notre propre vie a un terme et son développement ne saurait être durable. Il en est de même pour notre planète. Ce sont les lois de l’entropie.

Cependant, un développement qui se veut positif doit être soutenable, à savoir : ne pas être freiné ou perturbé. Or, depuis le début de l’ère industrielle la croissance exponentielle de production et de consommation matérielle a atteint des limites qui freinent un développement positif. Dans de nombreux domaines le progrès est devenu une régression en ce qui concerne la qualité de la vie et de l’environnement.

Ceci m’amène au Club de Rome, sa mission et action. Son nom est presque toujours lié à la publication, en 1970, du rapport *« The Limits to Growth »* produit par le M.I.T., Massachusetts Institute of Technology à la demande du Club, fondé il y a 50 ans par l’industriel italien Aurelio Peccei et l’anglais Alexander King, directeur général des affaires scientifiques à l’OCDE. Les principaux auteurs furent Donella et Dennis Meadows et Jorgen Randers. Les deux derniers sont encore en vie et actifs au sein et en dehors du Club.

Le rapport a été traduit en 35 langues et diffusé à plus de 10 millions d’exemplaires. Si la plupart des traductions reflètent correctement le sujet, par ex. *« Die Grenzen des Wachstums »* en allemand, la traduction française porte un titre mal choisi : *« Halte à la croissance. »* Cette interprétation a aussi été celle de nombreux critiques, tenants du système économique dominant. Le Club a ainsi souvent été perçu comme opposé aux progrès générés par la croissance économique, alors qu’il démontrait uniquement que le type de croissance matérielle comme paradigme unique dans l’ère industrielle se heurte à de nombreuses limites physiques et n’est pas soutenable à terme. Epuisement des ressources naturelles, surpopulation, pollutions diverses, perte de biodiversité, destruction de l’environnement, changements climatiques etc.

Le Club de Rome compte un numerus clausus de 100 membres effectifs, à titre personnel, essentiellement des scientifiques, mais aussi des industriels et quelques activistes. Ce n’est pas un lobby, mais un « think tank » international dont l’objectif est d’aider à créer une société équitable et soutenable dans les limites physiques de notre planète. Le Club analyse les défis auquel l’humanité doit faire face, dans une perspective systémique, holistique et à long terme.

Il a publié plus de 30 rapports, qui n’ont toutefois pas connu le succès mondial du premier. Le dernier s’intitule *« Come on !*» en anglais, *« Wir sind dran ! »* en allemand.

A travers le monde, le Club compte une trentaine d’associations nationales autonomes, reconnues et affiliées. A Bruxelles, le Club of Rome EU-Chapter a été fondé en 2002 en vue de jeter un pont entre les institutions européennes et le Club de Rome international. L’Union européenne est en effet l’un des acteurs économiques majeurs dans le monde. Au cours des deux dernières décennies l’UE s’est fort engagée dans la protection de l’environnement, davantage que d’autres régions de la planète. Nous reviendrons sur sa place et son rôle.

J’ai eu le privilège de présider le CoR-EU pendant dix ans, soutenu par une équipe de bénévoles aussi enthousiastes que compétents. Le roi Philippe de Belgique a été notre président d’honneur de 2004 à 2013 tant qu’il était prince royal. Nous avons eu la bonne fortune de lui trouver un successeur de grande qualité en la personne de celui qui fut le premier président du Conseil européen : Herman Van Rompuy, Ministre d’Etat et ancien Premier ministre belge. Et désormais un ami.

**Qu’est-ce que le développement durable ? Quels sont les enjeux et les défis ?**

Les enjeux et les défis sont trop nombreux pour en faire la nomenclature ici. J’en vois quatre qui dominent l’ensemble, et que nous devons relever sans tergiverser :

* Le changement climatique
* L’immigration
* La stabilité monétaire
* Les valeurs et la culture

Ces enjeux concernent évidemment le monde entier, qui, par la globalisation, est devenu un grand village. On ne peut désormais plus ignorer que l’humanité n’a qu’une seule patrie : la planète Terre.

Le Club de Rome s’attache donc à œuvrer dans toutes les régions du monde, avec le même message fondamental : les tendances socio-économiques actuelles ne sont pas soutenables. En outre, les remèdes acceptables pour la majorité des citoyens et de leurs gouvernements ne font qu’empirer la situation. Depuis plusieurs années on parle de changement de paradigme, mais dans les faits peu ou prou ne change.

Comme la conférence d’aujourd’hui concerne l’Europe, le président Van Rompuy et moi mettrons l’accent sur le rôle particulier que cette région peut et doit jouer, particulièrement à travers les acquis de l’union européenne.

En tout état de cause nous devons définir ce qui constitue un développement soutenable. Dans *« Money and Sustainability : the Missing Link »,* un rapport du Club of Rome EU-Chapter rédigé par feu mon collègue Bernard Lietaer *et alli*, publié en 2012, les auteurs présentent la preuve scientifique que tout système vivant doit atteindre un équilibre entre efficience et résilience pour arriver à un état soutenable à long terme.

En clair cela signifie que, puisque le système dominant n’est plus soutenable, nous devons complètement changer le paradigme et non pas chercher des solutions dans des modèles obsolètes qui ont créé le chaos actuel.

L’humanité doit voir le monde et la vie à travers un nouveau prisme. La Vie et la Terre sont un seul et unique organisme consistant en beaucoup de formes ou systèmes qui s’auto organisent. Nous, les êtres humains, constituons un système à travers nos familles, nos sociétés, notre environnement, nos économies et nos politiques.

Pour bien comprendre les enjeux du développement nous devons analyser les systèmes dits « naturels » et nous en inspirer en acceptant les causes qui sont à la base des disruptions. Il s’agit de changer quelques aspects vitaux qui affectent le déclin actuel, plutôt que de s’embarquer dans des programmes mondiaux de grande envergure. C’est pourquoi nous croyons que l’union européenne nous offre une dimension gérable et que nous devons capitaliser l’expérience commune. En dépit de tous les accidents de parcours depuis les Traités de Rome en 1957, des Brexits, des crises financières et des sursauts nationalistes, les institutions européennes ont réalisé de remarquables progrès, n’en déplaise aux eurosceptiques. En matière de protection de l’environnement notamment.

Le CoR-EU à Bruxelles a contribué au dégagement de pistes de réflexion et d’action, par plus de cent conférences de haute qualité – les *Aurelio Peccei Lectures and Dialogues*, à l’Académie Royale de Belgique ou à la Fondation Universitaire.

Parmi elles, citons :

*« What about Sustainability in the new coalition 2019-2020 »*par Geneviève Pons, Directeure de l’Institut Jacques Delors à Bruxelles le 25 juin dernier.

*“The Next Steps; what does Europe need to continue leading Sustainability?”* par Connie Hedegaard, ancienne membre de la Commission européenne, le 10 septembre 2018.

*« Sustainability Now: Necessity and Opportunity”* par Karl Falkenberg, Senior Advisor, European Policy and Strategy Centre, le 28 juin 2017.

Ou encore la conférence-débat au parlement européen en mars 2017 :

*« A Different Kind of Growth: Europe taking the lead?”*

Et la publication en juillet 2017 du rapport rédigé par notre collègue Patrick Corsi sous le titre *« Going Past Limits to Growth ».*

Le changement climatique

Au lendemain de la semaine consacrée au changement climatique et des manifestations massives qui l’ont précédé à travers le monde entier, personne ne peut plus nier l’importance et l’urgence d’action collective.

Les solutions existent, mais elles exigent une véritable révolution dans nos modes de penser et d’agir, à tous les niveaux : dans nos comportements individuels, dans les choix énergétiques et économiques, dans les décisions politiques. L’absence d’une autorité mondiale, la compétitivité des nations et des entreprises, les tentations hégémoniques de certains régimes, l’addiction des citoyens à des habitudes profondément ancrées rendent la mise en œuvre de mesures efficaces particulièrement difficiles.

Nous attendons les engagements concrets de la nouvelle présidente et des membres de la Commission. Nous espérons aussi que le premier ministre belge Charles Michel, lorsqu’il prendra la présidence du Conseil européen, sera animé des mêmes intentions que lors de sa déclaration au sommet de l’ONU lundi le 23 septembre dernier.

L’immigration

S’il est un sujet qui divise profondément les gouvernements des Etats Membres de l’UE et les citoyens de ces états, c’est bien la vague migratoire qui inonde l’Europe autour de la méditerranée, « mare nostrum ». Perçue comme une véritable menace pour nos économies et nos valeurs culturelles elle alimente des discours dits populistes et avive les tendances de repli sur soi et la tentative de créer de nouvelles frontières barbelées ou de construire des murs.

La capacité géographique de l’Europe offre de la marge pour l’absorption d’une immigration importante, mais la perception des européens est différente et le problème d’un basculement des valeurs et une perte des identités culturelles de notre continent est bien réel.

Le phénomène n’est pas seulement économique. L’attrait de la prospérité matérielle de l’UE est évidemment le miroir aux alouettes. L’instabilité politique en Afrique est également une cause majeure, mais les changements climatiques et l’instabilité monétaire mondiale sont deux autres facteurs extrêmement déterminants. Il faut donc absolument faire le lien entre tous les paramètres.

L’UE peut jouer ici un rôle capital, avec plus de facilité, me semble-t-il, que les grandes organisations mondiales.

La stabilité monétaire

Dans sa préface à notre rapport *« Money and Sustainability : the Missing Link »* Dennis Meadows, principal co-auteur de *Limits to Growth* écrit textuellement :

*« We will never create sustainability while immersed in the present financial system. I used not to think this. Indeed, I did not think about the money system at all. I took it for granted as a neutral and inevitable aspect of human society. But…now I understand, as proven clearly in this text, that the prevailing financial system is incompatible with sustainability.”*

Nous assumons encore trop souvent que nous devons avoir une monnaie unique, monopolistique, financé par des dettes bancaires, mise en œuvre par une banque centrale. Mais en fait ce n’est pas cela qu’il nous faut ! Le système actuel est obsolète, fragile et inapte à l’objectif recherché. Pensez à la crise de l’eurozone. Comme toute monoculture il est profitable à court terme, mais c’est la recette pour un désastre économique, social et écologique à plus long terme.

L’alternative proposé par le Club de Rome et autres cénacles est un écosystème monétaire sur base de monnaies complémentaires à côté du système conventionnel. Cela est plus flexible, plus résilient, équitable et soutenable. D’autres sociétés ont fonctionné ainsi dans le passé. Pourquoi pas la nôtre ?

Les valeurs et la culture

Toute société, toute civilisation est basée sur des traditions, des coutumes, des religions, des mythes ou des normes morales. Cet ensemble forme une culture. Chacun d’entre nous a une identité culturelle fondamentale, même lorsque celle-ci est ouverte au monde et à d’autres identités.

L’Europe offre la particularité d’être une mosaïque de différentes cultures, mais avec des racines communes. Ce sont ces racines qui lui ont permis de former une communauté et rechercher l’union. J’y reviens dans un moment.

Aujourd’hui le matérialisme dominant relègue à l’arrière-plan les valeurs morales et spirituelles. La culture est souvent ravalée à des activités économiques et commerciales. En outre, il n’y a plus de commissaire dédié à la Culture ou l’Éducation dans l’équipe présentée par Ursula von der Leyen. La disparition de ces deux sujets dans l’intitulé des différents portefeuilles de la Commission européenne inquiète certains eurodéputés et observateurs.

Le nouvel exécutif européen proposé par Ursula von der Leyen a suscité des remous, notamment dans l’appellation du portefeuille « protéger notre mode de vie européen ». Cette dénomination a choqué certains qui ne comprennent pas que la question migratoire se retrouve en partie dans ce portefeuille. Ils estiment que cette terminologie est « très défensive », faisant l’amalgame entre migrants et une Europe qui serait assiégée.

En tout état de cause, je ne vois pas comment nous pouvons atteindre une Europe « durable » sans un autre développement qui intègre l’éducation et la culture. Et puisque nous en sommes là, posons la question de savoir ce que c’est que l’Europe. Et qu’est-ce qu’elle a à voir de particulier dans un développement soutenable, dit « durable », une problématique mondiale.

**Qu’est-ce que l’Europe ? Qu’est-ce qu’elle a à voir dans tout ça ?**

Pour certains l’Europe est une excroissance du continent asiatique, pour le général de Gaulle l’Europe c’était l’espace géographique qui s’étend de l’Atlantique à l’Oural.

Personnellement je préfère la définition de feu Michel Rocard, ancien premier ministre français, ancien député européen : « L’Europe n’est pas un espace physique, c’est un espace de l’esprit. »

Le philosophe et fédéraliste européen Denis de Rougemont, un des pères oubliés de la communauté européenne, rapporteur à la conférence internationale sur l’avenir de l’Europe à La Haye en 1948, plaidait pour un espace de participation civique, ni trop grand, ni trop petit. Un espace bâti sur le principe de la subsidiarité.

Jean Monnet lui emboita le pas – beaucoup plus tard – en disant : « Si c’était à refaire, je commencerais par la culture. »

L’esprit, la culture sont donc des éléments essentiels, à côté des intérêts économiques. Et l’Europe se dessine donc au-delà de l’ère géographique.

Comment expliquer sinon que la culture européenne, née autour de la méditerranée, se soit étendue au fil de siècles, surtout à partir de la Renaissance et des Lumières, à travers le monde entier ? Elle a apporté le meilleur et le pire, mais son empreinte sur tous les continents est indéniable. Parmi les apports positifs citons l’humanisme et le Droit des Hommes.

Ne soyons pas eurocentristes. Reconnaissons la valeur de grandes civilisations non européennes. Nous ne sommes pas supérieurs, mais nous avons une dimension humaniste qui peut être comprise et adoptée par d’autres cultures et par tous les êtres humains. L’Europe a aussi une dette et un devoir envers le monde.

Enfin, les peuples du continent européen ont réussi à tisser des liens qui ont abouti à des institutions démocratiques. Je partage donc la vue des organisateurs de cette conférence qui ont choisi comme thème : « *Capitalisons l’expérience commune ».*

**Le 2 octobre 2019**

**Economist Club**

**Luxembourg**